

Saint-Denis, le 18 juillet 2019

Communiqué de presse

Retraites : Il faudra travailler plus pour moins de pensions !

Sans surprise, Jean-Paul Delevoye, que le gouvernement Macron a missionné pour négocier la fin des 42 régimes de retraites par répartition et mettre en place un système par points, recommande :

- Un recul de l'âge de départ à 64 ans pour ne pas se voir sanctionné d'une décote
- Que le taux de remplacement actuellement à 66,7 % en moyenne dans le privé (65 % à la SNCF) serait abaissé pour les futurs retraité-es.

**En résumé il va falloir travailler plus et pour survivre à la retraite, économiser vite !
Travailler encore plus longtemps et malgré cela, voir son niveau de pension diminué, un vrai hold-up sur la richesse produite par le travail !**

Le régime universel par points, qui rentrerait en vigueur à partir de 2025, pour tous les salarié-es (*fonctionnaires, privé, régimes spéciaux*) entraînerait une dégradation des conditions sociales des salarié(e)s :

- Leurs taux de cotisation augmenteraient,
- Le salaire pris en compte pour le calcul de la pension diminuerait. (25 meilleures années, ou les 6 derniers mois disparaîtraient)
- La durée de carrière augmenterait.

Pour les cheminot-es c'est la Triple-Peine :

- Une augmentation des cotisations salariales de 8,79 % à 11,25 % d'ici 2025, qui entraînera une baisse de salaire.
- Entre 8 et 15 % de baisse de pension liés au système par point qui s'appuie sur les salaires de toute une carrière plutôt que ceux des 6 derniers mois.
- Un départ à 62 ans avec décote, qui sonne la fin des spécificités liées à notre histoire sociale.

Pour la fédération SUD-rail et son union Solidaires, la pension de retraite doit rester un droit, acquis par le versement des cotisations, et non devenir une simple allocation sociale à 1000 euros pour tous et toutes !

La fédération SUD-Rail refuse que la richesse produite soit confisquée au profit de quelques 'uns et travaille dès maintenant à inscrire dans une dynamique toutes les forces qui refusent ces attaques antisociales dès la rentrée par une action dans la rue de grève et de manifestation, pour construire une convergence des luttes et le niveau de rapport de force qui fera reculer le gouvernement sur tous ces projets de casse de la SNCF, des services publics et de notre protection sociale.